

PATRICE JACQUES  
DUHAMEL SANTAMARIA

# La République abîmée



# La République abîmée

## Des mêmes auteurs

*Les Jours d'après*, Éditions de l'Observatoire, 2017 ; Pocket, 2019.

*L'Élysée. Histoire, secrets, mystères*, nouvelle édition mise à jour, enrichie et illustrée, Plon, 2017 ; 2018.

*Jamais sans elles*, Plon, 2015 ; Pocket, 2017.

*Les Flingueurs. Anthologie des cruautés politiques*, Plon, 2014 ; Pocket, 2015.

*L'Élysée. Coulisses et secrets d'un palais*, Plon, 2012 ; Pocket, 2013.

Par Patrice Duhamel

*Cartes sur tables. Entretiens avec Renaud Revel*, avec Alain Duhamel, Plon, 2010.

Par Jacques Santamaria

*Un cœur oublié* (scénario), Florent Massot, 2002.

*La Reine et le Cardinal. Les amours secrètes de Mazarin et Anne d'Autriche*, avec Emmanuel Haymann, Michel Lafon, 2008.

Patrice  
Duhamel

et

Jacques  
Santamaria

# La République abîmée

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-0325-4  
Dépôt légal : 2019, septembre  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2017  
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

De pareils serviteurs sont les forces des Rois  
Et de pareils aussi sont au-dessus des lois.

Corneille, *Horace*, Acte V, scène 2

Dans les voies corrompues de ce monde,  
la main dorée du crime peut faire dévier la  
justice, et l'on a vu souvent le gain criminel  
lui-même servir à acheter la loi.

Shakespeare, *Hamlet*, Acte III, scène 3





## Avant-propos

« La politique, en aucun pays, n'a été jouée par des enfants de chœur », écrivait Raymond Aron en 1979, dans un article consacré à l'affaire Boulin. On pourrait y voir l'une des conclusions à ce livre, où nous avons cherché à saisir ce que les « affaires » nous disent d'une époque, du fonctionnement d'un pays, et plus largement de la nature humaine. Si on veut bien admettre qu'une démocratie est un corps vivant, au sens physique, les affaires et scandales sont de ces éruptions cutanées qui le déforment et l'enlaidissent régulièrement. Elles sont difficiles à soigner, et il en reste toujours, visibles ou non, des cicatrices. De telles lésions constituent le révélateur de pathologies dont le degré de gravité ne s'apprécie qu'au vu des conséquences. Ces maladies sont connues. Elles ont pour noms corruption, trahison, vénalité. Leur terrain de prédilection : la course au pouvoir, où l'élimination des adversaires fait partie des règles. Elles sont vieilles comme le monde. Au fil du temps on a appris à en repérer les symptômes. On sait combien est vulnérable un organisme affaibli, en l'occurrence par des crises institutionnelles, économiques, mais avant tout morales, de celles qui frappent au cœur une société

## *La République abîmée*

tout entière. Et quand s'emballent la valse à trois temps – politique, judiciaire, médiatique –, c'est la démocratie qui souffre. D'autant que l'information traditionnelle subit désormais la concurrence incontrôlable et l'effet de meute des réseaux sociaux, où l'obsession totalitaire de transparence et de vérité a accouché d'un monstre, les *fake news*.

Nous avons choisi de traiter d'une dizaine d'affaires qui n'ont pas toutes livré leurs secrets. Elles ont souvent fait trembler l'État, parfois jusqu'à en perturber sa marche. Nous nous sommes limités au périmètre de la V<sup>e</sup> République. Non que les scandales impliquant le pouvoir dans ses composantes les plus diverses soient un phénomène récent, mais parce que ce parcours de 1965 à nos jours nous a permis d'aborder des sujets qui parlent encore, avec des intensités différentes, à la mémoire collective. Il replace ainsi sur le devant de la scène des protagonistes sinon connus du moins identifiables. Ce choix autorise aussi la parole de témoins, voire d'acteurs de ces affaires. Pour les plus anciennes, il permet enfin d'être attentif à leurs résonances dans la vie publique d'aujourd'hui. De ce côté-là, un constat s'impose d'emblée. Comment en effet ne pas voir le rapport de cause à effet entre les déflagrations provoquées par ces affaires dans l'opinion, et la distance, le détachement, voire le rejet, que les citoyens et électeurs manifestent envers la politique, ceux qui la font, et plus encore ceux qui en vivent ? Nourri en permanence, pour ne pas dire gavé, de révélations, vrais aveux, faux secrets, puisés dans ces marmites où mijotent les scandales, le citoyen passe

## *Avant-propos*

assez vite du scepticisme à l'écoeurement. Blâmera-t-on ces spectateurs plus attachés à l'éthique qu'on ne l'avait cru, qui désertent le pitoyable spectacle que leur donne à intervalles réguliers la vie publique ? S'étonnera-t-on que certains d'entre eux soient tentés de regarder vers des horizons où, croient-ils, l'air est plus pur ?

Les affaires et les scandales que nous évoquons concernent l'argent et le pouvoir. Ils révèlent les infinies ressources de l'homme dans les domaines de la manipulation, du complot et du crime. Ils marquent à chaque fois l'aboutissement d'une longue fermentation de haines et d'ambitions. C'est en cela qu'ils n'appartiennent pas au passé. Sous d'autres formes et avec d'autres visages, ils surgiront encore et toujours. La quête effrénée de puissance, politique ou financière, peut-elle se concevoir sans cette part d'ombre parfois mortelle ? La question ne date pas d'hier. En 50 avant Jésus-Christ, Pompée avait fait de sa réponse un principe : « Qui veut tout pouvoir doit oser tout enfreindre. »

Patrice Duhamel et Jacques Santamaria



# L'affaire Ben Barka

## De Gaulle, l'autre cible

Un week-end d'automne comme un autre. À ceci près que c'est celui de Toussaint, et que le 1<sup>er</sup> novembre tombe le lundi. Nous sommes le vendredi 29 octobre 1965. Dans les cafés, très animés en cette fin de matinée, les conversations tournent autour de la même question : de Gaulle sera-t-il candidat à sa succession pour l'élection présidentielle du 5 décembre ? On a appris qu'il s'adresserait au pays le jeudi 4 novembre, mais ses partisans s'inquiètent de ce délai qui semble court. Il pourrait cacher la nouvelle qu'ils redoutent, et qu'une rumeur colporte depuis quelque temps : à 75 ans, de Gaulle aurait décidé de se retirer. Les optimistes sont persuadés que le Général n'abandonnera pas après avoir fait approuver par référendum l'élection du président de la République au suffrage universel. On voit mal de Gaulle reculer devant un mode de scrutin qu'il a lui-même voulu. D'autres enfin savourent en connaisseurs ce qu'ils pensent être une tactique : le Général a laissé se précipiter tous ses adversaires – Mitterrand en tête – et fera son entrée en scène à l'heure de son choix, en ignorant les autres, qu'il a déjà renvoyés à leur cuisine politicienne. Dans moins d'une

## *La République abîmée*

semaine, les Français seront fixés. Ce vendredi de fin octobre, Paris est baigné d'une belle lumière à peine brumeuse. Sur le boulevard Saint-Germain la circulation est régulière. Un peu avant 13 heures, un taxi s'arrête à proximité du Drugstore et de la brasserie Lipp. Deux hommes en descendent : Thami El Azemmouri, un étudiant en histoire chargé de réunir les éléments en vue d'un film documentaire, et celui qui lui a confié ce travail : Mehdi Ben Barka, le principal opposant au régime marocain, dirigeant de l'Union nationale des forces populaires du Maroc. Mehdi Ben Barka a rendez-vous chez Lipp.

Mais à peine est-il descendu du taxi que deux hommes s'approchent. L'un d'eux lui montre son insigne de policier. « Nous sommes chargés de vous conduire à un rendez-vous. Veuillez nous suivre, s'il vous plaît. » Ben Barka est un peu étonné de cette intervention inopinée mais, compte tenu de qui il est, il ne peut que penser à une nécessité de dernière minute visant à assurer sa sécurité. Après tout, il est en France et c'est la police française. C'est ce qu'il fait comprendre d'un regard à Thami El Azemmouri, que les policiers ont repoussé, et qui assiste au départ de son ami dans une 403 banalisée comme en utilise la police. Il distingue les deux policiers à l'avant, Ben Barka encadré par deux autres hommes à l'arrière. La voiture s'éloigne rapidement. On ne reverra jamais Mehdi Ben Barka. À l'instant où la 403 disparaît dans la circulation commence une des plus retentissantes affaires d'État de la V<sup>e</sup> République.

## *L'affaire Ben Barka*

Cinquante-cinq ans plus tard, elle comporte encore plus de zones d'ombre, de mystères et d'interrogations, que de réponses incontestables.

Qui est Mehdi Ben Barka ? Un intellectuel marocain de 45 ans, qui fut le professeur de mathématiques du roi Hassan II. Actuellement à la tête de l'opposition au régime marocain, il a été condamné à mort par deux fois dans son pays. Mais Ben Barka est aussi une des grandes voix de la lutte que mènent les pays du tiers-monde pour leur émancipation. C'est à ce titre qu'il prépare activement un événement dont la portée s'annonce considérable : une conférence tricontinentale prévue pour le début de l'année 1966 à Cuba. Ben Barka combat les impérialismes et les dictatures nées des pays décolonisés. Son projet : « travailler à la réalisation des États-Unis d'Afrique<sup>1</sup> » et, au-delà, à la mise en œuvre de la grande coopération intercontinentale des pays du Sud. Il n'est toutefois pas un idéologue ignorant des réalités, un marxiste enfermé dans la doctrine. Ses convictions se teintent de pragmatisme, mais ses nombreux ennemis, en tête desquels se placent la diplomatie américaine, et bien sûr une partie de la droite française, n'ont de cesse de rappeler que Ben Barka est un agent des services de renseignement des pays de l'Est, qui prend ses ordres en Union soviétique, sous la coupe de laquelle il veut entraîner les pays dont il prône l'indépendance. Son modèle,

---

1. Propos tenus par le journaliste et militant anticolonialiste Robert Barrat en 1961 (« L'affaire Ben Barka », hors-série *Marianne*, octobre 2015).